

“L’instabilité du système politique montre la défiance des électeurs italiens”

Entretien Olivier le Bussy

Professeur d’histoire et de sociologie politique à Sciences-Po Paris, Marc Lazar observe et étudie la vie politique italienne depuis des décennies. Il préface les élections législatives à venir dans un entretien accordé à *La Libre*.

Selon vous, pourquoi le parti Fratelli d’Italia de Giorgia Meloni est-il donné gagnant ? C’est la prime pour n’avoir pas participé à la très grande coalition dirigée par Mario Draghi ?

Exactement. C’est la première raison de cette dynamique favorable qui risque de l’amener aux portes du pouvoir à l’issue des élections de dimanche soir. Elle est dans l’opposition depuis la création de son parti en 2012 et elle apparaît du coup comme une femme nouvelle – une femme, en plus, dans un milieu masculin – alors que tous les autres partis ont été associés au pouvoir et notamment au dernier gouvernement, celui de Mario Draghi. Il y a une deuxième explication : à chaque élection, depuis le milieu des années 90, les Italiens ont voté pour l’alternance et pour sanctionner les sortants, systématiquement. Et par conséquent, elle bénéficie encore plus que ses alliés, La Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia, d’être une alternance, pour ne pas dire une alternative. Il y a une troisième explication : un certain nombre de ces propositions arrivent à convaincre une partie des Italiens. Attention, elle ne rassemble pas 51 % des électeurs, mais peut-être un quart d’entre eux, alors qu’elle n’était qu’à 4 % en 2018.

Qu’est-ce qui séduit le plus dans son offre politique ? Parce que Matteo Salvini avait déjà un discours anti-immigration qu’elle reprend. Ou est-elle servie par le contexte de crise économique ?

Qu’est-ce qui, selon vous, imprime le plus l’électorat ?

D’abord la question sociale. Le gouvernement Draghi a fait beaucoup, mais a laissé un peu de côté tout ce qui est inégalités sociales, pauvreté, etc. Giorgia Meloni en parle dans une conjoncture où les Italiens s’inquiètent beaucoup de l’inflation et puis surtout des prix de l’énergie dans un pays très dépendant du gaz russe et où, plus généralement, les prix de l’électricité et du gaz sont élevés – c’était déjà le cas avant même la guerre en Ukraine. Ses propositions sont très floues sur ce sujet, mais en tout cas, elle en joue. Deuxièmement, il y a les questions de l’anti-islam et de l’immigration. Elle n’en a pas le monopole, Matteo Salvini en use beaucoup, mais il a été au pouvoir entre 2018 et 2019, comme le ministre de l’Intérieur, et s’était beaucoup agité à l’époque. Elle reprend cela en bénéficiant de cette situation d’extériorité. Et puis il y a un troisième élément : elle avance beaucoup de propositions très conservatrices sur les questions de société. Elle dénonce “le lobby LGBT”, pour reprendre son expression. Elle est très réticente sur les couples homosexuels, pour lesquels il y a eu une reconnaissance juridique. La remettre en cause n’est pas sa priorité, mais elle se pose en défenseur de la famille traditionnelle “un homme, une femme, des enfants”. Elle se présente comme chrétienne et ça plaît à une partie de l’Italie, qui n’est pas majoritaire mais constitue une base de son électorat.

Giorgia Meloni est-elle néofasciste ou son Fratelli d’Italia est-il un parti de droite très conservateur et souverainiste, comme on en trouve ailleurs dans le paysage européen ?

C’est un parti de droite souverainiste, conservateur, traditionaliste pour ne pas dire réactionnaire sur certains points comme sur l’interruption volontaire de grossesse. Mais elle ne nie pas qu’elle a été fasciste, elle dit que c’est une expérience qui l’a littéralement formée. Elle a une tendance récente, de plus en plus nette, de dire que le fascisme appartient à l’histoire et qu’elle condamne fermement les lois antisémites prises par Mussolini en 1938. Mais on voit des continuités qui ne sont pas dissipées. La flamme tricolore est le symbole de son parti, est aussi présente sur la tombe de Mussolini. Elle a dit être fière de ce symbole quand elle l’a déposé. On sait qu’il y a des nostalgiques du fascisme dans son parti, autour

“M^{me} Meloni essaie de transformer Fratelli d’Italia en partie de droite radicale, conservateur et souverainiste, mais il y a une continuité de la tradition fasciste du parti.”



D.R.

Marc Lazar

Historien et sociologue spécialiste de la politique italienne à Sciences Po Paris

lalibre.be

Retrouvez cet entretien dans son intégralité sur notre site www.lalibre.be

d’elle, parmi les candidats à la base de son parti ou dans son électorat. Donc il y a une tradition, une continuité, des éléments de ce passé qui sont maintenus. Et en même temps, elle essaye de transformer son parti comme un parti de droite radicale, conservateur, souverainiste.

Qui va prendre le leadership du bloc des droites ?

Tout dépendra du résultat des élections. Et, de là, de la composition du gouvernement et des équilibres entre les trois partis, sachant qu’en plus il y a des rivalités personnelles fortes entre M^{me} Meloni, M. Salvini et M. Berlusconi. Ils ont des points de convergence mais aussi des points de divergence. Ils sont en désaccord sur la guerre en Ukraine par exemple, ce n’est pas n’importe quoi. M^{me} Meloni a condamné l’invasion russe, elle est pour les sanctions, elle est pour l’envoi d’armes à l’Ukraine alors que M. Salvini est contre les sanctions, contre l’envoi d’armes et M. Berlusconi approuve les sanctions du bout des lèvres mais est contre l’envoi d’armes. Ils ont des points de désaccord sur l’Union européenne. FdI et La Lega ont voté contre la résolution du Parlement européen qui explique que la Hongrie n’est plus une démocratie. Les membres de Forza Italia ont voté pour. Ils ont des désaccords aussi sur la politique fiscale. Donc il y a des risques, comme souvent en Italie, que cette coalition ne dure pas. Mais en même temps, je crois que si c’est elle la présidente du Conseil, elle fera des compromis pour maintenir l’unité de cette coalition pour rester durablement au pouvoir.

Le paysage politique italien se distingue par son instabilité. Comment l’expliquez-vous ?

La première explication est le mode de scrutin qui oblige justement à la constitution de coalitions. Il y a des convergences, mais aussi des divergences dans le bloc de droite, sur la Russie, l’Europe, la fiscalité. Gouverner ensemble, c’est difficile. Deuxièmement, il y a un jeu parlementaire très compliqué en Italie où des députés peuvent changer de groupe facilement et toutes les coalitions parlementaires peuvent se faire ou se défaire, comme on l’a vu dans la législature qui se termine. Elle a commencé avec un gouvernement M5S-Lega, puis un gouvernement M5S-Parti démocrate (centre gauche), puis un gouvernement quasiment d’unité nationale, à l’exception de Frères d’Italie. Et puis il y a une troisième explication qui est à chercher du côté des électeurs. Ils peuvent suivre un leader ou un parti pendant quelque temps, être rapidement déçus par ce parti ou ce leader et changer d’opinion. Cela montre la défiance politique importante dans ce pays et la volonté ou la résignation des Italiens à essayer différentes solutions.

Le Parti démocrate (PD) et des partis sociaux-libéraux vont chacun faire campagne de leur côté. Est-ce inenvisageable qu’en fonction des résultats, on ait une coalition avec le PD et le Troisième Pôle de MM. Renzi et Azione de M. Calenda ?

D’après les sondages, l’ensemble de ces oppositions en termes de poids électoral est plus important que la coalition de droite. Si vous additionnez les intentions de vote du Mouvement 5 étoiles (M5S), du PD et des petites formations du centre de MM. Calenda et Renzi, c’est quasiment 55 %. Mais ils sont divisés, ils ne se sont pas présentés unis. Donc, a priori, ils perdront et ne pourront pas constituer une majorité. La seule petite hypothèse d’énorme surprise serait que Forza d’Italia refuse d’entrer dans un gouvernement avec la Ligue et Frères d’Italie et décide – mais encore faut-il qu’il y ait une majorité parlementaire – de former une alliance avec Calenda, Renzi, le PD, voire le M5S, pour éviter de donner le pouvoir à la Ligue et à Fratelli d’Italia.

La coalition sortante en quelque sorte...

Exactement, et c’est pour ça que l’hypothèse d’un nouveau gouvernement de Draghi est agitée par certains, mais Draghi a déjà dit non. Donc c’est improbable que l’on ait cette possibilité d’un renversement spectaculaire.